

COMMUNIQUE

Allocution du Premier ministre : aggravation de l'austérité

L'acceptation par la France du pacte budgétaire européen et le maintien du calendrier conduisent le gouvernement à accentuer « un sérieux budgétaire » qui, dans le parler vrai, s'appelle austérité et dont l'un des éléments est le pacte de responsabilité auquel sont liés les 50 milliards d'économies.

Pour la fonction publique d'Etat, dans nombre de ministères déjà à l'os, la décrue des effectifs va rendre de plus en plus difficile la réalisation des missions de service public. Le gel du point d'indice jusqu'en 2017 est par ailleurs inacceptable, cela ferait huit ans de perte programmée du pouvoir d'achat.

Concernant les opérateurs publics, FORCE OUVRIERE s'opposera à toute privatisation de missions.

La confédération appuie ses fédérations de fonctionnaires dans leur appel à la grève pour le 15 mai et FO réaffirmera l'ensemble de ses revendications le 1^{er} mai.

Pour les collectivités territoriales, la baisse sur trois ans des dotations d'Etat, y compris pour les missions transférées, risque de se traduire par une augmentation des impôts locaux, donc un transfert de fiscalité.

En matière d'assurance maladie, les 10 milliards annoncés conduisent chaque année à accentuer de plus d'un milliard d'euros les économies supplémentaires, ce qui va inéluctablement accroître les tensions.

Enfin, le gel (hors minima sociaux) des prestations sociales (retraites, allocations familiales, etc.) jusqu'en octobre 2015 constitue une programmation d'une baisse de pouvoir d'achat.

De telles décisions vont pénaliser lourdement, notamment les plus défavorisés, et accroître les inégalités, la précarisation et la pauvreté. Elles vont également glisser l'économie française vers la déflation et aggraveront la situation financière de l'assurance chômage.

Comme FO l'a affirmé à différentes reprises, l'austérité est triplement suicidaire : socialement, économiquement et démocratiquement.